

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

NOUVEAU PIC DU SMI
Les défensives
accélèrent

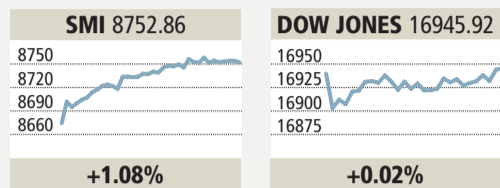
PAGE 11



ram-ai.com



JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



CONFLIT JURIDIQUE SUR LE CAFÉ PORTIONNÉ

Le succès d'Ethical Coffee Company

PAGE 9

NATIONALE VISÉ PAR DES ACQUÉREURS
La cible fait des acquisitions

PAGE 5

LA FONDETEC RELÈVE SES PROVISIONS
Risque sur les arcades à Genève

PAGE 9

LES VÉHICULES SOLAIRES CATECAR (JURA)
Modèle d'usines clés en main

PAGE 7

FUTURES SUCCESSIONS FRANCO-SUISES
Double imposition programmée

PAGE 10

L'AVENIR DU WEALTH MANAGEMENT
Vecteurs de repositionnement

PAGE 5

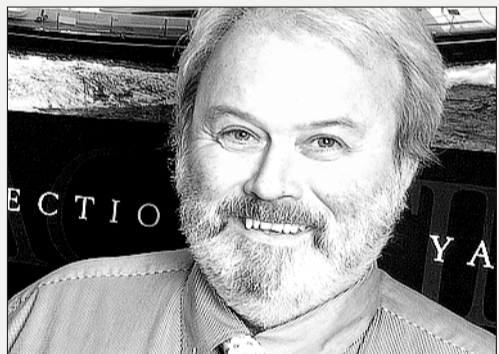
JOURNÉE DE LA GENÈVE INTERNATIONALE
L'Assemblée fédérale a dit oui

PAGE 10

NOUVEAU BÂTIMENT DE HSBC À GENÈVE
Bénédiction orientée Feng Shui

PAGE 4

Relocalisation d'envergure



JEAN-CLAUDE FERT. Dispersé depuis longtemps sur plusieurs sites à Genève, l'entreprise familiale du même nom, active depuis 1871 dans divers services de haut de gamme, prépare un important regroupement à la rue Barton. Quartier des Pâquis et des grands hôtels, face à la Rade et au Jet d'eau. Tout un programme et une nouvelle visibilité. **PAGE 6**

La validation industrielle qui faisait toujours défaut

LECLANCHÉ. Le partenariat conclu avec Saint-Gobain ressemble à un succès en soi pour l'entreprise d'Yverdon.

STÉPHANE GACHET

Annoncée hier, la conclusion d'un partenariat de Leclanché avec le groupe français Saint-Gobain devrait largement rassurer sur la capacité de l'entreprise d'Yverdon à imposer ses technologies après des années de tâtonnements industriels et commerciaux.

L'accord porte sur deux éléments clés: développement et transfert de la production des séparateurs céramique. Un point central du modèle Leclanché, le cœur même de son avantage comparatif et de

la propriété intellectuelle qui tient pour l'instant le groupe à l'écart de la commoditisation.

Qu'une puissance globale comme Saint-Gobain en reconnaisse l'intérêt représente en soi un important succès, dont les répercussions ne peuvent être à ce stade que positives. La direction de Leclanché travaille sur cet accord depuis deux ans, avec pour objectif la possibilité d'obtenir des volumes de commandes susceptibles d'induire une vraie production industrielle basée sur la flexibilité.

A partir de là, tous les scénarios

sont imaginables pour la suite, du redéploiement de l'entreprise à son acquisition par Saint-Gobain en passant par un joint venture. En tout état de cause, Leclanché devient crédible et visible à haut niveau et à l'échelle globale sur sa spécialité.

Ce n'est pas rien sachant que l'entreprise, allemande par le capital, avec des investisseurs secondaires suisses, dotée d'un site industriel en Allemagne, travaille depuis des années sur sa réorientation dans la production de cellules lithium-ion haute capacité, destinées à ac-

compagner la montée en puissance des nouvelles énergies. Avec passablement d'ajustements et de renouvellements de structures. La commercialisation aurait dû être engagée depuis longtemps. Les premières unités de stockage stationnaire domestique commencent à être livrées, les solutions industrielles n'étant pas encore concrètement sur le marché. Ce flottement entretenait des doutes sur l'avenir d'une entreprise traditionnelle qui aurait pu disparaître depuis longtemps.

PAGE 7

LA BANQUE REYL À GENÈVE SUR DOUZE MOIS

La résilience n'est plus à démontrer

FRANÇOIS REYL. L'épisode réputationnel en France n'a pas empêché le groupe d'augmenter de près de 25% ses fonds en gestion. Dont le volume se rapproche des 10 milliards de francs. **PAGE 4**



ÉDITORIAL PIERRE BESSARD

Dilemme très embarrassant

La multiplication d'initiatives populaires aux contenus douteux met de plus en plus à mal l'Etat de droit. Le débat sur l'initiative Ecopop, que le Conseil national a débuté hier et poursuivra jeudi (*lire page 10*), en est illustratif: l'initiative pose autant de questions sur la forme que sur le fond. A côté de son contenu malthusien, elle ouvre une controverse sur l'unité requise de la matière en mêlant immigration prohibitive et planification familiale dans les pays pauvres, ainsi que sur sa compatibilité avec le droit international public. Ce n'est pas la première fois que ces questions se posent. Elles prennent néanmoins une nouvelle envergure, que semble percevoir le Parlement. Après que le Conseil des Etats a décidé, la semaine dernière, de renvoyer en commission pour examen l'initiative tout aussi problématique visant un lourd impôt fédéral sur les successions avec effet rétroactif, la même procédure est proposée pour l'initiative Ecopop. Cette manière de faire comporte des risques: si le Parlement donne l'apparence de vouloir tergiverser, comme il l'a fait sans fin sur l'initiative Minder, le verdict des citoyens pourrait être retentissant.

Il n'y a pourtant guère d'autre issue que le contrôle constitutionnel des initiatives populaires par le Parlement. Dans la culture quasi-absolutiste qui entoure la règle de la majorité populaire en Suisse, une dictature des juges n'est pas recevable. En considérant certaines décisions émanant du Tribunal fédéral, c'est peut-être mieux ainsi. Il n'en demeure pas moins que le défi institutionnel et politique reste entier. Non seulement les initiatives populaires se multiplient, mais plus de 40% de celles qui ont été acceptées en plus d'un siècle l'ont été durant les dix dernières années. C'est dire si la discussion initiée sur le doublement du nombre de signatures nécessaires à les faire aboutir, pour restaurer une certaine proportionnalité, semble pertinente. Comment le Parlement s'autoriserait-il à courber autrement un droit populaire, alors que de nombreuses initiatives déclarées inapplicables ont été acceptées récemment? Le dilemme est en fait total. Il est par conséquent peu probable que la validité de textes même clairement défectueux soit à l'avenir remise en question de façon définitive. Il ne restera plus qu'à les combattre. ■

Commerce mondial, dollars et eurodollars

Le dossier BNP Paribas vient rappeler que la comptabilité bancaire fait qu'une devise ne quitte jamais son Etat d'origine.

NICOLETTE DE JONCAIRE

Les menaces que font peser les autorités américaines sur le commerce international en dollars, par le biais de la procédure contre BNP Paribas en particulier, n'est pas sans rappeler des souvenirs d'une époque que l'on pensait révolue. Marc Chandler, responsable de la stratégie devises globale de Brown Brothers Harriman, et ancien directeur des stratégies devise de HSBC Bank USA et de Mellon Bank, notait dans un article daté du mois de mars que la chute de 100 milliards de dollars, en une semaine, des avoirs de réserve de la Réserve fédérale sur les comptes de règlement des banques centrales étrangères, pourrait être due à une intervention de la Russie. Poussée par les sanctions contre son intervention en Crimée, la Russie aurait préféré transférer ces montants hors des Etats-Unis plutôt que de vendre les obligations d'Etat américaines qu'elle

détenait. Bien entendu, la Fed ne publie pas la liste des clients qui usent de son service de custody. Le retrait pourrait également provenir d'une Chine cherchant à diversifier ses avoirs hors de la zone dollar vers un euro qui continue de se valoriser. Marc Chandler concluait toutefois que «la Russie restait le suspect le plus vraisemblable». Ce ne serait pas la première fois que transférer des dollars hors des Etats-Unis sert de mesure préventive à des pressions politiques. Conséquence de la Guerre froide, l'eurodollar remonte aux années 1950. L'Union soviétique décidait de détenir ses avoirs en dollars dans des banques situées hors des Etats-Unis, à Paris puis à Londres principalement. Objectif: éviter le poids de sanctions potentielles, des menaces américaines ou même d'éventuelles confiscations. Elle plaçait ensuite ces liquidités sur le marché monétaire américain par le biais de la City. Ces dollars européens (eurodollars), furent en particulier à l'origine de l'essor fulgurant d'un marché obligataire qui existe toujours aujourd'hui. **SUITE PAGE 4**

L'essentiel pour vous, c'est l'innovation

VONTOBEL

Avec Vontobel deritrade®, la plateforme multi-émetteurs, vous pouvez créer votre propre produit et comparer les offres de différents émetteurs.

Vontobel, votre partenaire pour les produits structurés

Performance creates trust
vontobel.com/derinet



9 771421 948004 3 0024

L'évènement minier toujours au rendez-vous

SWISS MINING INSTITUTE. Edition centrée sur l'énergie. Uranium mais aussi pétrole et gaz sans oublier le charbon. Toujours de l'or mais aussi du cuivre et du tungstène.

Pour sa cinquième édition, le Swiss Mining Institute réunissait hier à Zurich neuf sociétés minières. Les investisseurs les retrouvent aujourd'hui à Genève. Avec comme par le passé des conférenciers de qualité dont Alain Corbani, responsable de la gestion des matières premières chez Finance SA et invité régulier de la conférence, Roland Duss, CIO de Duss Consult, et Erich Meier, CEO et associé de Konwave, conseiller des fonds Gold 2000, JB Gold Equity fund et Gold 3000.

Parmi les minières, on trouvait trois sociétés aurifères, Balmoral Resources, Pilot Gold et San Gold qui explorent ou exploitent respectivement aux Etats-

Unis, en Turquie et au Canada. Des investissements qui peuvent paraître difficiles à l'heure où l'or continue à faiblir pour osciller autour de 1250 dollars l'once. Mais la volatilité est au plus bas et rien ne garantit qu'elle s'y maintienne ce qui ferait repartir le cours de l'or, valeur-refuge par excellence.

Du côté des métaux industriels, on découvrait deux nouveaux venus, Itona Mining qui exploite le cuivre en Finlande et en Australie et Cyprium Mining au nord du Mexique.

L'accent était résolument sur les producteurs d'énergie. Avec tout d'abord l'uranium représenté par Uranium Resources qui exploite au Texas et

au Nouveau-Mexique sur la technologie ISR (In Situ Recovery) qui consiste à injecter une solution d'eau et d'oxygène pour laver les sables contenant le minerai puis à le pomper. Un procédé propre et protecteur de l'environnement qui nécessite une structure géologique appropriée mais se caractérise par un coût de production modeste. Pour sa part, Avanti Energy réhabilite l'exploitation traditionnelle de forages de pétrole et de gaz au sud des Etats-Unis et entend investir cette année en Colombie et au Brésil, rappelant qu'en termes de compétitivité, les méthodes classiques restent plus économiques que la fracturation hydraulique des

schistes bitumineux. La conférence présentait aussi Prairie Downs Metals, une société polonaise émergente, centrée sur l'exploration, l'évaluation et le développement du charbon au sud-est de la Pologne.

Enfin, James Robertson, président et CEO de Blackheath Resources venait présenter sa société qui explore et développe les gisements de tungstène au Portugal. Blackheath vient d'annoncer un intérêt de 70% et la mise en exploration du projet Covas Tungsten dans le nord du Portugal ainsi que l'arrivée d'un million de dollars d'argent frais obtenu grâce à un placement privé. (NJJN)

SCOTT: rappel de 8000 cycles dans le monde

La marque fribourgeoise Scott rappelle 8000 vélos dans le monde. Il s'agit de modèles Speedster vendus entre août 2013 et mai 2014. Leur pivot de fourche risque de se briser et de causer une chute. Les personnes concernées doivent cesser toute utilisation de ce vélo de route et l'amener chez un vendeur officiel de la marque. La pièce sera remplacée gratuitement. Pour l'instant, un seul cas de casse a été constaté et aucune blessure n'est à déplorer, a indiqué hier l'entreprise basée à Givisiez (FR). Celle-ci précise qu'elle procède à ce retrait sur une base volontaire, après discussion avec les autorités compétentes. — (ats)

Mieux voir pour mieux soigner

SamanTree Technologies repousse les limites de la vision microscopique pour épauler les chirurgiens dans l'élimination des tumeurs cancéreuses.

CYRIL DEMARIA

Le traitement du cancer fait appel à plusieurs interventions combinées: la chimie, le rayonnement et la chirurgie. Si les deux premiers modes d'intervention sont importants pour réduire les tumeurs malignes et combattre leur réapparition, c'est dans les mains du chirurgien que se trouve l'avenir du patient - et dans la capacité du premier à inciser au mieux les parties malades du second. La chi-

rurgie est en effet le mode d'élimination principal des cancers et conditionne les occurrences de récurrence.

Dans ce processus, la vision joue un rôle fondamental: le chirurgien doit être capable de prendre des décisions rapidement et précisément dans le cadre de son intervention. C'est ici que SamanTree Technologies, spin-off de la fertile EPFL, propose un microscope numérique qui permet de faire une histologie in vivo et en

temps réel pour guider les résections de tumeurs. Sa technologie combine précision et large étendue du champ de vision, ce qui est nouveau, car l'arbitrage est habituellement entre précision et étendue du champ de vision.

Pour faire face aux défis de l'élimination complète du cancer de l'organisme du patient, il faut une ambition et une motivation très solides. Davor Kosanic, CEO de SamanTree Technologies, cite Alfredo Bruno, fondateur et CEO

d'Advanced Osteotomy Tools: «une start-up comme la nôtre est comme un bateau pirate: des individus à l'esprit libre et aventureux qui s'associent sur un même navire avec un objectif commun». L'enjeu est à la taille de l'analogie: entre 10 et 40% des interventions chirurgicales doivent être reprises du fait de cellules cancéreuses qui ont été manquées par l'opération initiale. Les tumeurs traitées tôt et celles qui sont cachées dans les tissus sains sont des sources de rechute significatives, avec des conséquences importantes en termes de taux de mortalité et de coûts de traitement subséquents.

Davor Kosanic décrit la genèse de SamanTree Technologies simplement: «nous avons lancé l'entreprise avec Bastien Rachtel (le directeur technique) en nous associant pour combiner l'état de l'art en matière de technologie microscopique et une idée de produit clinique». Les obstacles qui s'imposent à toutes les start-up, et notamment SamanTree Technologies, forment pourtant «une liste très longue» - et certains parmi les plus importants viennent des entrepreneurs eux-mêmes. Le CEO note toutefois qu'au sein de l'Europe, la Suisse est «probablement le meilleur lieu pour lancer une entreprise, mais qu'en comparaison avec les Etats-Unis,

le ticket d'entrée est encore trop élevé et le capital-risque est plutôt rare». Dans ce cadre, Davor Kosanic indique avoir particulièrement apprécié «l'appui de la CTI aux différents niveaux où elle intervient (coaching, financement, éducation, etc.). Les Venture Days, où SamanTree technologies a récemment participé, constituent une plate-forme extrêmement importante pour les start-up. CTI Invest fait un travail exceptionnel en organisant ces événements et en réunissant des investisseurs et des jeunes pousses de qualité internationale».

Le résultat de cet effort suisse pourrait donc être l'émergence d'un acteur de l'imagerie médicale capable à terme de réduire le taux de rechutes cancéreuses. Une ambition noble et qui ne peut que susciter l'appui des caisses de santé et des chirurgiens - dans l'esprit, plutôt corsaire que pirate. ■

ENTRE 10 ET 40% DES INTERVENTIONS CHIRURGICALES DOIVENT ÊTRE REPRISES DU FAIT DE CELLULES CANCÉREUSES QUI ONT ÉTÉ MANQUÉES PAR L'OPÉRATION INITIALE.

Relocalisation et concentration

FERT. Le groupe genevois de transport et voyage recentre ses activités à une adresse unique aux Pâquis.

La Maison familiale Fert, fondée en 1871 à Genève, ouvrira en décembre prochain les portes de son nouvel espace dédié à la création de voyages. Actif dans le transport de vin, la location de bateaux et l'organisation de voyages d'affaires et de loisirs, le groupe réunit toutes ses activités sous un même toit au Pâquis, dans lequel des rencontres et expositions seront régulièrement organisées. En quittant les locaux de la Rue Fendt, que le groupe occupait depuis 1911, Jean-Claude F. Fert est heureux de pouvoir maintenir et développer des emplois qualifiés dans un secteur «où tout change très vite».

Comment est organisé le groupe d'entreprises Fert?

Le holding détient quatre sociétés. Trois sont opérationnelles: Fert Transport, Fert Voyages, Fert Yachting Management et une leur fournit des services: Fert Gestion. Ces entités nous permettent d'offrir une très large palette de service.

Vous allez ouvrir de nouveaux bureaux au Pâquis. Pourquoi ce choix?

Cela faisait longtemps que nous cherchions à regrouper les différentes activités du groupe sous un même toit. Nous avons d'abord pensé à nos locaux de la Rue Fendt, mais l'avenir de la zone derrière la gare n'étant encore de loin pas fixé, nous avons pris les de-

vants et cherché une nouvelle adresse. Le 7 Rue Barton, également situé rive droite, répond en tous points à ce que nous cherchions. Ce bâtiment du début du XX^e siècle offre environ 1500m² sur deux niveaux, et sera aménagée de façon à proposer un accueil original et réfléchi, un hall d'exposition modulable sur 400m² et de véritables ateliers pour nos artisans-conseillers.

Quel sera l'impact de ce redéploiement sur vos résultats?

Nous n'avons pas chiffré précisément ce qu'il résultera de cette étape de croissance. Je peux vous dire que nous en attendons beaucoup. Nous rénovons l'entier du bâtiment. Les frais liés à cette relocalisation sont donc importants. Les retours devraient être très bons car cet emplacement nous donnera une certaine visibilité et beaucoup seront étonnés de découvrir tout ce que nous avons à leur offrir.

Quel regard portez-vous sur l'évolution du secteur?

Le voyage est beaucoup trop vulgarisé aujourd'hui. Il n'y a plus cette notion de rencontre qu'on trouvait autrefois, nous n'avons plus qu'une vue superficielle des villes que l'on visite. Avec un bon guide, même un Genevois de longue date découvrirait de nouvelles choses sur sa ville. C'est un métier de passion. Et si nous arrivons à faire vivre 80 personnes qualifiées, c'est que ce secteur a du potentiel.

Qu'en est-il d'internet?

Lorsqu'internet s'est ouvert au grand public, les clients venaient se renseigner chez nous puis ren-

traient commander le voyage depuis chez eux. Aujourd'hui c'est l'inverse: les voyageurs trouvent des idées sur le web et viennent nous voir pour les mettre en pratique. Le développement des nouvelles technologies nous a amené à nous remettre en question, sans toutefois réinventer la roue. Le métier d'agent de voyage tend à disparaître. C'est pour cela que nous ne sommes pas une agence classique. Nous axons davantage notre stratégie sur le conseil et sur l'architecture du voyage que sur la vente. Nous n'avons par exemple pas de pré-réervations qui nous pousseraient à orienter le client vers un hôtel ou une compagnie aérienne en particulier.

Considérez-vous le low-cost comme un partenaire?

Nous travaillons avec ces compagnies, évidemment. Mais elles ne sont pas toujours meilleures marché. Les compagnies aériennes sont obligées de compter sur les revenus auxiliaires pour compenser des prix toujours plus bas. Elles n'ont également pas les mêmes stratégies d'un pays à l'autre. Il est donc toujours essentiel de comparer et, si l'on dispose des bons outils et d'un bon réseau, il peut parfois être plus avantageux de réserver par exemple son billet Genève-Singapore depuis l'Australie. De manière générale, les compagnies à bas prix ont certes permis d'élargir la palette de voyageurs potentiels mais ont notamment remis en question toute la valorisation des services. Prendre le taxi pour se rendre à l'aéroport semble représenter un prix exorbitant à côté d'un billet d'avion à 25 francs.

Comment a évolué le segment des voyages d'affaire?

Ils représentent environ 50% de notre activité voyage. Les plus grands changements ont eu lieu à partir de 2005, lorsque les compagnies aériennes ont cessé de verser des commissions. Nous avons anticipé ce changement en rétro-cédant ces commissions à nos clients dès le début et en facturant des honoraires. Ce qui nous a amené à devoir quantifier la valeur de nos services, ce qui n'est jamais évident. Les voyages loisirs sont quant à eux équitablement représentés entre les courtes et les longues distances. Beaucoup d'acteurs du secteur ont eu tendance à laisser de côté les destinations proches car tout était facile avec internet. Nous avons pris le pari de réimplanter le conseil pour ces voyages.

Que représentent les activités de transport de vin?

C'est une activité historiquement très forte, qui représente près d'un tiers de nos résultats. Le système de groupage nous permet de transporter sur un même itinéraire plusieurs commandes de clients différents. La plupart d'entre eux fonctionnent d'ailleurs en flux tendus, sans tenir de stocks importants. Nous sillonnons les principales régions viticoles françaises, espagnoles, italiennes et portugaises pour acheminer aujourd'hui par camions des milliers de bouteilles. Nous disposons par ailleurs de notre propre agence en douane qui nous permet de gérer toutes les opérations liées au passage d'un pays à un autre.

INTERVIEW: ARNAUD COGNE

THERAMETRICS: directeur ad intérim issu de Pierrel

L'entreprise de biotechnologie Therametrics a nommé Fulvio Citaredo directeur général à titre intérimaire. Il occupe actuellement le poste de directeur général de Pierrel, actionnaire majoritaire de Therametrics. Sa nomination entre en vigueur avec effet immédiat et est prévue pour durer jusqu'au 31 décembre 2014, indique le communiqué publié hier. «Cette nomination marque le début de notre deuxième phase de restructuration, suite à la reprise du groupe par Pierrel en septembre 2013», précise Raffaele Petrone, membre du conseil d'administration et CEO de Therametrics.

AGENDA

MERCREDI 11 JUIN

AFF/BNS: emprunt Confédération, résultats
Swiss Air Lines: trafic en mai

Flughafen Zürich: statistiques du trafic en mai
Zurich Forum for Sustainable Investment - ZFSI, Zurich
Conzzeta: as. g. extra., fusion avec Tegula AG, Zurich
Accu: as. g., Lucerne

JEUDI 12 JUIN

PEH: résultats 2013/14
Schaffner: journée des investisseurs, Zurich
BAKBasel: International Benchmarking Forum (y. c. 13.6), Bâle
Groupe Minoteries: as. g., Vevey

LUNDI 16 JUIN

Axpo: résultats A1
CI Com: as. g.
Weatherford: as. g. extra. déplacement en Irlande, etc.

VENDREDI 13 JUIN

KOF: prévisions d'été
SUVA, caisse nationale d'accidents: CPB 2013, Lucerne

MARDI 17 JUIN

SECO: prévisions conjoncturelles, update